

l'Anticapitaliste

n°779 | 11 décembre 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

LOGEMENT, TRAVAIL, SANTÉ...



18 décembre 2025

MOBILISATION POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS

ZOOM

Le PS sauve (pour l'instant ?) Lecornu et son plan d'austérité

Page 3

ARGUMENTS

Pour les droits des migrant·Es
Pages 4-5

INTERNATIONAL

Soudan. Une guerre financée par les puissances régionales
Page 6

CHAMP LIBRE

Trump à l'assaut des Caraïbes, entretien avec Yoletty Bracho et Franck Gaudichaud
Page 8

Édito

De 1905 à l'offensive islamophobe

Par OLIVIER LEK LAFFERRIÈRE

La loi de 1905 a instauré la séparation des Églises et de l'État, garantit la liberté de conscience, le libre exercice des cultes et l'égalité entre toutes, croyantEs ou non. Cet héritage repose sur un principe simple : l'État ne privilégie aucune religion, n'en discriminne aucune, et assure aux minorités la pleine jouissance de leurs droits.

Cent vingt ans plus tard, l'audition de Jean-Luc Mélenchon devant la commission parlementaire sur l'*«entrisme religieux»* souligne à quel point la laïcité est, dans le débat public, devenue un instrument pour légitimer des politiques racistes. L'objet réel de cette commission est en effet le ciblage des musulmanEs, en assimilant l'engagement social ou politique de personnes musulmanes à une menace et les organisations qui luttent contre l'islamophobie à des dangers pour la République.

Alors que tous les rapports factuels avaient déjà permis de montrer l'inanité des accusations, Mélenchon y a défendu avec éloquence la liberté de conscience. Les membres de la commission se sont montrés confus et incapables d'étayer la moindre thèse sérieuse. Wauquiez, pourtant à l'origine de cette commission, a même préféré éviter la confrontation. On peut se réjouir de ce fiasco.

Il ne faut pourtant pas se faire d'illusions : l'offensive islamophobe ne prendra pas fin avec cette audition et le fait que Mélenchon ait destabilisé la commission. Cette séquence s'inscrit dans un projet politique construit depuis des années : fabriquer une nouvelle «question musulmane», justifier surveillance, suspicion et exception permanente.

Répondre à l'offensive raciste passe par une compréhension solide, systémique, matérialiste du racisme, qui permette de comprendre le rôle central joué aujourd'hui par l'islamophobie. Cela suppose aussi de construire des solidarités à tous les niveaux et des rapports de forces. Car l'islamophobie n'est pas une folie : c'est un projet politique. Le racisme n'est pas une pathologie : c'est un rapport de domination.

Bien dit

Malik, Abdel, on n'oublie pas

Il y a 39 ans, dans la nuit du 5 au 6 décembre 1986, Malik Oussekine et Abdel Benyahia sont tués par la police à Paris et à Pantin. En leur mémoire, et pour tous ceux qui ont suivi, nous poursuivons le combat contre les violences policières, l'impunité, le racisme institutionnel.

À la Une

18 décembre, journée de lutte pour les droits des personnes migrantes

Le 18 décembre est la Journée internationale des droits des personnes migrantes. Cette date, portée depuis des années par les collectifs de sans-papiers, les organisations antiracistes et les réseaux de solidarité, est devenue en France une journée nationale de mobilisation.

Elle s'inscrit contre la répression, le racisme d'État, les politiques sécuritaires et les lois toujours plus dures qui précarisent, enferment et expulsent (lire le dossier pages 4 et 5). Cette année encore, la mobilisation prend un relief particulier dans un contexte de surenchère sécuritaire et d'attaques générales contre les droits des étrangerEs.

L'abandon des mineurEs non accompagnéEs au cœur de la mobilisation

Au cœur de cette journée, la situation des mineurEs non accompagnéEs est emblématique de la violence institutionnelle. Partout sur le territoire, des centaines de jeunes sont laissés à la rue, privés de protection, d'accès à l'école, à la santé, à un hébergement digne, sous prétexte de procédures d'évaluation interminables et arbitraires. Une proposition de loi doit être examinée à l'Assemblée nationale le 11 décembre, visant à imposer la prise en charge immédiate par l'Aide sociale à l'enfance des mineurEs non accompagnéEs dès leur présentation, le temps de leur évaluation de minorité. Cette mesure répondrait à une urgence vitale. Mais elle ne suffirait pas si l'État continue à organiser la suspicion, le tri et l'abandon.

Des politiques mortifères

Le 18 décembre s'inscrit également dans un cadre inter-



national marqué par l'intensification des politiques de contrôle et d'externalisation des frontières, la criminalisation des solidarités et l'augmentation dramatique des morts sur les routes de l'exil. En France, la loi Darmanin, les circulaires renforçant les expulsions et les opérations de rafles massives témoignent d'une politique assumée de harcèlement et de répression.

«Journée sans nous» : rendre visible l'invisible

Face à cela, le mot d'ordre est clair : «*Journée sans nous : si on s'arrête, tout s'arrête*». Avec ou sans papiers, immigréEs, enfants d'immigréEs, travailleurEs, étudiantEs, habitantEs de quartiers, il s'agit de rendre visible ce que le système cherche à invisibiliser : sans les immigréEs, une partie essentielle du pays ne fonctionne pas. Cette journée

porte des revendications nettes : abrogation de la loi Darmanin, régularisation des sans-papiers, fermeture des centres de rétention administrative, égalité des droits à l'école, au logement, à la santé, aux transports, au travail et à la culture.

Une mobilisation nationale, populaire et unitaire

Des mobilisations auront lieu dans toute la France : rassemblements et marches à Besançon, Chartres, Dijon, Foix, Lannion, Laval, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Nîmes, Pamiers, Paris, Rennes, Romans-sur-Isère, Rouen, Toulouse... Manifestations aux flambeaux, assemblées publiques, cantines solidaires, matchs de football, projections, stands et permanences juridiques composeront un 18 décembre à la fois combatif, populaire et unitaire. À Paris, un camp de

base antiraciste, une assemblée publique et une grande manifestation sont prévus place de la République.

Mais cette journée ne peut être une fin en soi. Alors que les agressions racistes se multiplient et que l'extrême droite progresse, l'autodéfense, l'organisation collective et la riposte politique sont indispensables. Partout, il faut renforcer les collectifs de sans-papiers, de mineurEs isoléEs, les collectifs antiracistes et antifascistes, les syndicats combattifs pour l'égalité des droits et la régularisation.

Municipales 2026 : imposer nos revendications

La lutte se poursuivra dans la campagne des municipales de 2026. Nous devons y imposer nos exigences : accueil inconditionnel, accès effectif au logement, à la santé, aux transports, à l'école et au travail pour toutes, arrêt des violences policières et de l'islamophobie. Face aux tentatives d'implantation du RN et de Reconquête, il est urgent de construire un rapport de forces local, ville par ville, quartier par quartier.

Construire la solidarité dans la durée

Le 18 décembre est une journée de visibilité, de dignité et de lutte. Mais c'est surtout un point d'appui pour construire, dans la durée, une solidarité à la hauteur de l'offensive raciste et sécuritaire. Parce que l'égalité des droits n'est pas négociable, et parce qu'aucune émancipation réelle ne sera possible sans les personnes migrantes.

Amel

Acturama



Alors que la journée de mobilisation du 2 décembre s'annonçait pour le moins morose, elle a cependant permis des initiatives locales. Ainsi, une manifestation a été organisée à Crolles pour défendre l'usine Teisseire et ses 205 salariés menacés par Carlsberg. Plus de 300 personnes ont défilé, aux côtés des autres secteurs touchés par les fermetures d'usines dans la vallée du Grésivaudan. Face à plus de 1000 emplois menacés, la solidarité et le rapport de forces restent essentiels.

À lire sur le site



Teisseire : défendre nos emplois face au patronat !

PALESTINE Israël: une accélération coloniale

La visite officielle du chancelier allemand en Israël la semaine dernière a offert l'occasion de voir la honte européenne et allemande s'exposer au grand jour, sous les yeux du monde entier.

Se tenant aux côtés de Benjamin Netanyahu, pourtant sous le coup de mandats d'arrêt de la Cour pénale internationale auxquels le chancelier est censé se conformer, Merz a réaffirmé le soutien indéfectible de l'Allemagne à Israël, un soutien occidental complice d'un génocide et d'une entreprise coloniale meurtrière.

Netanyahu tient sa ligne éradicatrice

Lors de cette conférence de presse, Benjamin Netanyahu a réaffirmé sa ligne : pas d'État palestinien. La phase 1 du plan Trump est quasiment achevée – puisqu'il ne reste qu'un cadavre à récupérer – et la phase 2 doit commencer. Pour lui, elle consiste en la démilitarisation du Hamas et la pacification de Gaza, sur le modèle de l'occupation de l'Allemagne et du Japon après la Seconde Guerre mondiale. Netanyahu ne retient du plan Trump que les garanties accordées à Israël, sans aucune garantie pour les Palestiniens, sinon la perpétuation d'un cessez-le-feu rompu en permanence, simple redéploiement du génocide à plus faible intensité.

Hypocrisie raciste et coloniale

Quelle force peuvent avoir les demandes de Merz lorsqu'il indique qu'il s'oppose à l'annexion de la Cisjordanie, alors que le génocidaire en chef à côté de lui dit exactement l'inverse ? Quel poids peuvent avoir ces paroles, alors que le même chancelier a levé le mini-embargo



sur les armes ? Une magnifique hypocrisie raciste et coloniale. Les dirigeants israéliens peuvent contredire en direct leurs homologues européens : le chef d'état-major a affirmé que la ligne jaune constitue désormais la frontière de facto de Gaza. La moitié du territoire annexé est transformée en zone militaire, vouée à la destruction des habitations et à un remodelage à des fins stratégiques. S'en approcher est possible de mort : trois enfants de 10, 8 et 3 ans en ont déjà été victimes. En réalité, le plan Trump, censé conduire à un cessez-le-feu, ne visait qu'à redorer l'image d'Israël et à écarter l'attention de la situation générale en Palestine.

La Cisjordanie en proie à une offensive coloniale

Car il n'y a pas que Gaza : la Cisjordanie subit une offensive coloniale majeure. Depuis le début de l'année, Israël a évau-

cué les camps de réfugiéEs de Tulkarem et de Jénine, déplaçant 40 000 personnes qui n'ont nulle part où aller. Les camps sont désormais fermés et interdits aux Palestiniens. Les manifestations régulières de Palestiniens réclamant le droit de rentrer chez elles et eux, devant les entrées des camps, sont systématiquement réprimées avec violence. Depuis plusieurs jours, l'offensive touche aussi le nord de la Cisjordanie. Le monde entier a vu les images de soldats israéliens exécutant deux Palestiniens qui obéissaient aux ordres et levaient les mains. Face à l'indignation publique, Israël a annoncé l'ouverture d'une enquête – dont on connaît déjà les résultats – tandis que plusieurs ministres du gouvernement ont défendu les soldats. Sous couvert de sécurité, cette offensive masque mal une nouvelle extension de la colonisation. Cette visite a été une honte.

Édouard Soulier

selon un schéma éprouvé : multiplication de checkpoints et de points de blocage, construction de routes alternatives et répression dès que les gens se rebellent.

Contre la disparition, soutien à la résistance du peuple palestinien

Encore une fois, il suffit d'écouter responsables politiques, journalistes et personnalités de la société civile pour comprendre que le projet israélien vise le massacre et la disparition du peuple palestinien. L'annexion de larges portions de la Cisjordanie est désormais à l'ordre du jour, et la loi actuellement débattue à la Knesset permettra d'enterrer les colonies et de créer une ligne de reconnaissance des implantations illégales, coupant la Cisjordanie en deux. Une perspective que le chancelier allemand avait pourtant exclue lors de cette même conférence de presse...

Les Palestiniens se battent pour leur survie dans la totalité de la Palestine occupée. Ils résistent. Comme à Tulkarem ou à Jénine, par une résistance armée mais aussi populaire. Ce week-end, une grève générale était organisée à Hébron/Khalil : tous les commerces et services étaient en grève en réaction à l'assassinat par l'armée israélienne d'un employé municipal tué par une balle prétendument « perdue ». Nous devons les soutenir. Nous devons faire pression pour qu'aucun chancelier allemand ou président français ne puisse plus cautionner ce projet colonial. Cette visite a été une honte.

No comment
J'ai écrit au Bic sur une petite table en contreplaqué

NICOLAS SARKOZY révèle les premiers extraits de son livre, *Le Journal d'un prisonnier*. A-t-on idée des souffrances de cet homme contraint d'écrire avec un Bic sur une planche de contreplaqué ! Un peu mieux que ces gamins obligés de faire leurs devoirs sous une tente faute d'un hébergement ! Il y a des paroles qui en disent plus qu'ils ne le croient sur leurs auteurs...

Agenda

Samedi 13 et dimanche 14 décembre, réunion nationale des salariéEs du public et du privé, Montreuil (93). À partir de 9h30, à Rotographie, 2, rue Richard-Lenoir à Montreuil. Inscriptions : cilt@nouveaupartanticap (lire page 7)



Lundi 15 décembre, Centre d'études marxistes «Intersectionnalité et lutte de classe» avec Sarah Mako, Sari Mazouz et Aurore Koechlin, Montreuil (93). À 19h, 2, rue Richard Lenoir, métro Robespierre.

Jeudi 18 décembre, journée internationale des migrantEs «Une journée sans nous : si on s'arrête, tout s'arrête !» À Paris, manifestation à 17h, place de la République précédée d'un camp de base dès 12h et d'une assemblée à 15h.

SANTÉ, RETRAITES Le PS sauve (pour l'instant?) Lecornu et son plan d'austérité

Une macronie fracturée, LR et Horizons qui s'abstiennent, c'est finalement le soutien du Parti socialiste qui sauve Lecornu et fait adopter la partie recettes de son PLFSS d'austérité. Retour sur un naufrage !

Au départ il y avait Bloquons tout, la mobilisation intersyndicale et le débat sur la taxe Zucman, pour faire payer les milliardaires et s'opposer aux 45 milliards de cure d'austérité, que Bayrou puis Lecornu veulent imposer à l'Etat et à la Sécurité sociale. Mais pour la gauche libérale, pas question de faire tomber le gouvernement. Avec un gouvernement minoritaire dans le pays et au Parlement, un socle commun fracturé par les ambitions présidentielles, le PS espérait que son offre de sauvetage du soldat Lecornu serait payée en retour par quelques concessions. Las...

La ligne rose

La ligne rouge du PS, c'était paraît-il la taxe Zucman et l'abrogation de la réforme des retraites. Pour sauver coûte que coûte Lecornu, la ligne rose sera un simple décalage de 3 mois de l'application de la réforme des retraites. Une retraite à 64 ans que le PS devra voter dans l'amendement de décalage, et qu'il faudra en plus payer par un gel des pensions de retraite. Car tout doit se faire à austérité constante ! Pas question pour Lecornu donc de toucher au doublement des franchises médicales, qui pourront toujours passer par ordonnances. Pas question de toucher à la taxe supplémentaire de 1 milliard sur les complémentaires santé, dont les tarifs vont augmenter d'autant. Le PS a même voté cette taxe, qu'il avait pourtant rejetée en première lecture. Faire payer les

malades, aggraver le manque de personnels et les fermetures de lits, voilà le PLFSS de Lecornu que le PS a sauvé !

Cette séquence parlementaire aura eu raison de la mobilisation, faute de perspective de confrontation. Le camp syndical est fracturé, la CFDT sort de l'intersyndicale, et lorgne comme le PS du côté de la retraite à points. Un point dont le montant varie chaque année en fonction des résultats économiques. La porte ouverte à la capitalisation et aux fonds de pension, pour compléter une retraite de misère !

La voix de la solidarité

Mais cette séquence parlementaire brouille aussi les cartes sur le financement de la Sécu. Le PS a imposé un débat autour de la CSG, une création de Rocard pour alléger le « coût du travail », en grande partie payée par les particuliers. Nous voulons une augmentation des cotisations, payées par les patrons, pour la santé, les retraites. Un exemple : le déficit de la branche vieillesse retraite n'est que de 5,6 milliards. Une augmentation de 1% de cotisation patronale rapporte 4,9 milliards ! Pôle copie de la taxe Zucman, qui ponctionnait 15 à 25 milliards sur 1800 milliardaires, la hausse de la CSG, présentée comme une grande victoire par le PS, aurait par exemple touché les PEL. 25% des particuliers possèdent un PEL (Plan d'épargne logement), avec un dépôt moyen de 25 000 euros. Loin d'être le

refuge des grandes fortunes et des milliardaires ! Le gouvernement sortira finalement de son chapeau un amendement de hausse à minima de la CSG, pour emporter l'accord de la droite et du PS.

Sauver le gouvernement Lecornu, c'est le meilleur moyen d'ouvrir la voie au Rassemblement national. Le censurer au Parlement et le bloquer unitairement dans la rue, en portant haut et fort des exigences de solidarité, voilà qui déplace la colère et l'espérance à gauche. C'est le seul moyen de gagner sur nos revendications et de bloquer la résistible ascension du RN.

Frank Prouhet

LE PS PRÈT A VOTER QUOI N'IMPORTE POUR EXISTER



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org

Tirage : 1800 exemplaires

Diffusion : diffusion@lanticapitaliste.org

Directrice de publication : Penelope Duggan

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Secrétaire de rédaction : Olivier Lek Lafferrière

Numéro ISSN : 2269-3696

Maquette : Ambre Bragard

Commission paritaire : 1225-C-93922

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).
Tél. : 0148704221
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

POUR LES DROITS DES MIGRANT·ES

Le mouvement des MNA pour le respect de leurs droits

Un 18 décembre pour l'égalité

Le 18 décembre, Journée internationale des droits des personnes migrantes, sera une nouvelle étape de mobilisation nationale. Dans un contexte d'offensive sécuritaire, de racisme d'État et de durcissement législatif, les collectifs de sans-papiers, réseaux antiracistes, syndicats combatifs et organisations solidaires appellent à rendre visibles celles et ceux que le pouvoir tente d'invisibiliser. Les MNA laissés à la rue, l'externalisation des frontières, les rafles et expulsions massives, la criminalisation des solidarités ou les fermetures d'hébergements constituent le quotidien d'une politique qui fabrique volontairement la précarité. Face à ces violences, auto-organisation, occupations d'écoles, coordinations nationales, actions frontalières, permanences juridiques, campements, cantines solidaires et "journée sans nous" démontrent que la dignité se construit par l'organisation collective, la lutte et la solidarité. Cette journée doit être un point d'appui pour renforcer les mobilisations pour l'égalité des droits et préparer les batailles à venir pour la liberté de circulation et d'installation.

Dossier coordonné par la Commission nationale immigration et la rédaction

**UNE JOURNÉE
SI ON S'ARRÊTE, TOUT S'ARRÊTE!
SANS NOUS**

PREMIÈRE, DEUXIÈME, TROISIÈME GÉNÉRATION,
18 déc. 2025 JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANT·ES

MARCHE SOLIDARITÉS

Le mouvement national des mineurEs non accompagnéEs (MNA) s'est d'abord structuré à Paris avec la création du Collectif des jeunes du Parc de Belleville en 2023. Après avoir obtenu une première victoire, les mineurEs non accompagnéEs ont continué la lutte pour toutes celles et ceux qui dorment à la rue et pour faire reconnaître leurs droits.

Ce collectif est né de la nécessité, pour des centaines de jeunes exiléEs à la rue, de s'organiser pour ne plus subir l'abandon dans l'isolement. C'est ce collectif qui, par la suite, a impulsé la création de la Coordination nationale des mineurEs isoléEs, aujourd'hui présente à Paris, Rouen, Tours, Lille, Marseille, Besançon, Toulouse, Clermont-Ferrand, et appelée à s'élargir encore. L'occupation de la Gaîté Lyrique a constitué un moment fort de visibilisation nationale de cette lutte, mais elle s'inscrit dans un combat plus ancien et plus large mené par d'autres collectifs de mineurEs pour obtenir un hébergement digne et l'accès réel à leurs droits. Partout, des jeunes dans la même situation se sont à leur tour organisés.

Les MNA, victimes d'une politique raciste de l'État, des départements et de l'Éducation nationale

À leur arrivée, après un parcours traumatisant, iels ne sont ni aidéEs ni protégéEs mais soumisEs à une première évaluation bâclée effectuée par les services des départements, de l'ASE, l'aide sociale à l'enfance (à Paris, service de la Mairie). Presque systématiquement, ces évaluations décrètent la non-minorité des jeunes sous le prétexte que leurs documents sont « faux ». Dans certaines villes, l'ASE ordonne des tests osseux, reconnus non fiables, fixant une fourchette d'âge avec des marges de plusieurs années. Les mineurEs ont le droit de faire un recours qui dure des mois. En attendant, iels sont à la rue, sans aucun revenu, aucun hébergement, sans droit à la scolarisation. En Seine-Maritime, un recours sur deux donne gain de cause au jeune en reconnaissant sa minorité. Ce qui prouve que les évaluations ne valent rien. Mais le département s'acharne, fait appel et c'est reparti pour des mois d'attente.

Les institutions fonctionnent de concert : ASE, préfectures et Éducation nationale

se renvoient la responsabilité, bloquant notamment l'accès à l'école en exigeant un tuteur légal fourni par l'ASE, ce qui ne figure pas dans les textes. L'Éducation nationale se soumet donc aux exigences de l'Aide sociale à l'enfance. Cette violence institutionnelle est désormais assumée publiquement, dans un contexte politique de plus en plus hostile aux personnes exilées.

Des collectifs auto-organisés et une coordination nationale

Dans de nombreuses villes, les MNA se sont auto-organisés en collectifs, rompant l'isolement et rendant visibles leurs revendications. Ces collectifs se sont regroupés dans une coordination nationale qui mutualise les expériences, organise des mobilisations communes et construit un rapport de force à l'échelle du pays.

Iels exigent le droit à l'hébergement inconditionnel, la reconnaissance de leurs documents, la présomption de minorité pendant les démarches, la scolarisation immédiate, l'accès aux soins, l'accès aux transports et à l'école.

Pour cela, iels mènent occupations, campements, manifestations et rassemblements devant les préfectures, départements, rectolets et mairies, comme à Rennes, Rouen, Paris, Lille ou Marseille. Iels font face à une répression policière régulière, parfois doublée d'attaques de l'extrême droite.

L'expulsion de Rennes et la gestion au coup par coup

À Rennes, l'expulsion de l'occupation de l'Espace social Simone-Iff, le 4 décembre, illustre cette politique nationale de tri et de dispersion. Si certaines personnes ont été relogées provisoirement, près de 40 mineurEs non accompagnéEs n'ont obtenu qu'un hébergement de quatre jours. Des violences policières ont été signalées. Cette énième expulsion montre à nouveau que l'État



priviliege la répression et le saupoudrage d'urgence plutôt qu'une protection durable.

Un contexte politique dangereux et une loi arrachée par la lutte

Une proposition de loi, qui doit être examinée le 11 décembre à l'Assemblée nationale, prévoit la prise en charge immédiate des MNA par l'ASE dès leur présentation, le temps de l'évaluation de leur minorité. Cette proposition de loi est le fruit direct des mobilisations et, si elle était votée, constituerait une réelle avancée. Cependant elle reste largement insuffisante face à l'ampleur des besoins.

Dans le même temps, à l'approche des élections municipales, de nombreux candidats de droite et d'extrême droite assument ouvertement, dans leurs programmes, leur volonté d'expulser les MNA installés sous les tentes, comme à Paris. Cette offensive réactionnaire renforce l'urgence de la mobilisation.

Soutien à leur lutte

Les MNA obtiennent parfois des hébergements provisoires, des scolarisations ou des formations, mais l'État refuse toujours de garantir leurs droits sur le fond. Plus que jamais, associations, syndicats, partis et individus doivent soutenir leurs luttes. Défendre les MNA, c'est défendre le droit à la dignité, à la protection de l'enfance et à l'égalité des droits pour toutes et tous.

La Commission nationale immigration

Ce samedi 6 décembre, plusieurs dizaines de militantEs solidaires se sont rassembléEs aux frontières intérieures de la France pour dénoncer, sous la même bannière, « 10 ans de rétablissement des contrôles aux frontières intérieures – 10 ans de droits bafoués des personnes exilées ! » Une action commune à l'initiative de la CAFI* et de l'Anafé, soutenue par de nombreuses associations militantes locales et renforcée par de nombreux militantEs venant d'Italie, du Pays basque sud et de la Catalogne sud.**

À Menton, Briançon, Mont-Genèvre, Hendaye (frontière pyrénéenne côté Pays basque), au Perthus (frontière pyrénéenne côté Catalogne) et sur la zone d'attente de l'aéroport de Roissy, ces mobilisations transfrontalières ont témoigné et rendu visible la violation permanente des droits des réfugiéEs aux frontières intérieures : contrôles au faciès, en particulier dans tous les transports ; procédures expéditives et illégales (refus de traduction, de médecin, d'avocat...); violation du droit d'asile (absence d'information sur le droit de demander l'asile); non-respect de la protection des enfants; conditions indignes d'enfermement ; refoulements systématiques...

Les frontières tuent!

Depuis novembre 2015, la France a rétabli les contrôles aux frontières et mis fin au principe de liberté de circulation dans l'espace Schengen. Tous les prétextes ont été bons – le Covid, les J.O., la menace terroriste, la lutte contre le



Écoles occupées : mettre à l'abri, s'organiser, politiser

Ces dernières années, le manque d'hébergements est devenu une forme particulièrement violente de précarité et de vulnérabilité pour nombre de migrantEs. Ce déficit organisé est pour l'État un des moyens de ses politiques migratoires racistes. Pour les réseaux de solidarité, trouver un toit aux élèves et à leurs familles sans-papiers est devenu une des priorités, souvent terriblement décourageante.

Face à ces impasses, c'est à Lyon, il y a maintenant plus de dix ans, que des collectifs de professionnelLES de l'éducation et de parents d'élèves ont commencé à mettre les élèves et leurs familles à l'abri dans les écoles, de façon assumée et organisée. Depuis, le mouvement s'est diffusé à plusieurs villes, particulièrement à Grenoble depuis 2022.

11 écoles occupées à Grenoble

À la date de cet article, 11 écoles y sont occupées, abritant 18 familles. Nous y profitons de réseaux antiracistes divers et solidaires : Resf, intersyndicale spécifique dans l'éducation, coordination départementale de partis, syndicats et assos... Si la majorité municipale EELV-LFI-Ensemble avait fait bien des horreurs dans la gestion des bidonvilles et des squats, face à la pression, elle a dû se déclarer en soutien et tolérer ces occupations de bâtiments municipaux.

En un peu plus de trois ans, ce sont ainsi 80 familles (200 enfants) qui ont été mises à l'abri. La plupart ont ensuite accédé à des hébergements, soit de l'État (accueil des demandeurEs d'asile, 115) ou, bien plus souvent, du Centre d'action sociale de la ville. Mais ce bilan « humain » n'est pas satisfaisant, et l'impression de puits sans fond pourrait épuiser les collectifs.

Mettre la pression sur les institutions

Ceux-ci s'appuient donc sur cette mobilisation large de parents et d'enseignantEs pour politiser la question et mettre la pression sur les institutions, tout en cherchant à faciliter l'auto-organisation des familles, premières concernées. Les discussions avec les institutions sont menées avec les familles par l'inter-collectif, qui intègre le Droit au logement, la FCPE, le Resf et les syndicats. Face à la mairie, cela a participé grandement à mettre en avant l'exigence de l'application de la loi de réquisition des logements vides, promise à plusieurs reprises par le maire Éric Piolle, sans aucune réalité à ce jour.

L'enjeu de l'auto-organisation

Enfin, l'auto-organisation des familles hébergées est une question essentielle, bien que complexe : lieux de vie éclatés, passages dans les écoles toujours temporaires, diversité des parcours... Des assemblées générales des familles ont lieu régulièrement et leur permettent de construire leur propre expression publique. La force de ces mobilisations a participé à la construction rapide de l'occupation du siège de la communauté d'agglomération par 140 personnes sans-papiers depuis fin novembre. Avec, là encore, l'exigence d'un toit, d'une école et de papiers pour toutes !

Correspondant



CHASSE AUX MIGRANTS



CHARMAG

« Métro » : à Grenoble, une occupation qui dure

Trois semaines maintenant que 140 personnes vivent ensemble dans une grande salle et les couloirs des locaux de la « Métro », la communauté d'agglomération de Grenoble. Avec une quarantaine d'enfants. Avec les vélos des livreurs stockés dans l'entrée, tandis que leurs propriétaires peinent à travailler dans cette situation tout en se concentrant sur la lutte. Avec des réunions quasi quotidiennes : Métro, mairie de Grenoble et de communes de banlieue. Avec rassemblements, manifs et conférences de presse. Avec la solidarité de syndicats (CNT, CGT, FSU, Solidaires), d'associations de quartiers, de cantines auto-gérées, des réseaux antiracistes. Prises en tenaille entre un bailleur social cherchant à vider les logements que jusqu'ici il laissait vacants, et les marchands de sommeil qui en avaient pris le contrôle, ce sont 70 familles qui se sont retrouvées, mi-novembre, à la rue au moment où froid et neige arrivaient. La réaction



NPA

rapide des réseaux de solidarité, Droit au Logement en premier lieu, s'est ajoutée à la combativité et à la solidarité des personnes brutalement mises à la rue. La pression est maintenant sur le bailleur social dont les politiques inhumaines d'expulsion ont été mises en évidence. Elle est aussi sur les villes de la Métro. Elles ont promis des solutions pour des hébergements dignes, mais elles tardent à les concrétiser. Entre exigence d'un toit pour toutes, mobilisations pour la réquisition de logements vides et lutte exemplaire de travailleurEs parmi les plus précaires, cette occupation restera comme un moment puissant de convergence et un appui pour des luttes futures. Mais la promiscuité des lieux occupés, s'ajoutant aux pertes de revenus des livreurs, pèse. Pour soutenir financièrement ces dernierEs, une cagnotte est en ligne : <https://www.helloasso.com/associations/droit-au-logement38/formulaires/2>

Correspondant

Ouvrons les frontières !



narcotrafic — pour militariser à outrance les frontières. Ainsi, sur la frontière franco-espagnole, l'opération Sentinelle mise en place après les attentats de 2015 a été réactivée depuis pour contrôler « l'immigration clandestine » : par exemple, sur la frontière catalane, chaque jour, 350 hommes (police, gendarmerie, douane, armée) instaurent un véritable état de siège : contrôle permanent des véhicules et des personnes, des gares, des routes secondaires et autoroutes — avec toute la technologie qui va avec : drones, caméras infrarouges et logiciels de surveillance sophistiqués. Et il en est de même sur toutes les frontières intérieures. La préfecture de Perpignan se targue d'avoir refoulé 3 000 personnes en 2024. Et, bien sûr, cette guerre aux migrantEs se fait aux frontières en collaboration avec les polices italienne et espagnole ! Derrière ces chiffres et ce déploiement militaire démentiel, ce sont des tragédies quotidiennes qui se

jouent. Pour surmonter ces obstacles, les réfugiéEs prennent des risques de plus en plus grands. Depuis 2015, au moins treize personnes sont mortes sur la frontière franco-espagnole et au moins soixante sur la frontière franco-italienne.

Plus que jamais la solidarité !

La solidarité active avec les migrantEs est indispensable, urgente. Nombreuses sont les actions solidaires, malgré leur criminalisation par le pouvoir. Mais il est urgent qu'elles se développent et s'organisent à un niveau supérieur pour mettre fin à cette politique d'État criminelle et raciste.

Josie Boucher

* CAFI (Coordination des actions aux frontières intérieures : Amnesty International France, La Cimade, Médecins du Monde, Médecins sans Frontières, Secours catholique-Caritas France)

** Anafé (Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers)

ASIE DU SUD-EST

L'Indonésie frappée par une catastrophe climatique



Un puissant cyclone a provoqué des inondations et glissements de terrain meurtriers. Le bilan s'annonce très lourd et la politique de (non) prévention des risques du pouvoir est une nouvelle fois mise en cause.

Une semaine après le passage du cyclone, il est toujours impossible de mesurer l'ampleur des dévastations dans trois provinces de l'archipel. Plus de 900 personnes ont perdu la vie, de nombreuses autres sont portées disparues, plus de 100 000 habitations ont été détruites, des villages entiers ont été rayés de la carte, la population sinistrée, déplacée, se compte probablement en millions. La famine menace dans des zones reculées. Les témoignages de survivantEs disent la gravité de la situation, une famille ayant, par exemple, passé trois jours sur le toit de sa maison sans boire ou manger, en attendant la décrue de l'inondation.

Crise climatique

Ces derniers jours, des déluges de pluie se sont aussi abattus sur la Thaïlande, la Malaisie, le Vietnam et, tout particulièrement, le Sri Lanka. Leur ampleur serait due à une combinaison rare de facteurs météorologiques — cependant, la multiplication de phénomènes dits « exceptionnels » est l'une des conséquences d'une crise climatique globale qui ne cesse de s'approfondir. Les militantEs environnementaux soulignent à quel point les dévastations ont été aggravées par la déforestation, provoquée notamment par l'industrie minière ou l'agrobusiness, et facilitée par la corruption endémique dans l'administration.

Crise politique

L'été dernier, l'Indonésie a été le théâtre de l'une des principales « révoltes générationnelles » contre la corruption des élites, dont l'Asie a été l'un des épicentres, nombre de parlements (national et régionaux) ayant été incendiés. L'écho régional de cette révolte a été d'autant plus important que l'archipel compte quelque 290 millions d'habitants, à la charnière de l'océan Indien et du Pacifique. Un géant.

Après un temps d'hésitation devant la massivité de la protestation, le président Prabowo Subianto a opté pour le durcissement. Des milliers de personnes ont été arrêtées. Une liste noire d'auteurEs progressistes (de Karl Marx au célèbre écrivain indonésien Pramoedya Ananta Toer) a été établie. Posséder leurs ouvrages est décreté être un acte criminel. Depuis, la crise politique n'a cessé de progresser, l'armée renforçant sa main au sein du régime et, provocation ultime, le dictateur Suharto, responsable de l'une des plus grandes tueries de l'histoire, étant proclamé « héros national ».

Répression et résistances démocratiques

Les mouvements progressistes sont aujourd'hui menacés par la répression, pour étouffer toute contestation populaire. Cependant, la société civile indonésienne a des décennies d'expérience. Mentionnons notamment Kontras, la Commission pour les personnes disparues et victimes de violence, qui se mobilise. Un syndicat des prisonniers politiques a été constitué en octobre. Le mouvement Femmes libres et l'Alliance des femmes indonésiennes, que nous avons soutenues, ont joué un rôle très actif dans les résistances démocratiques. Nous leur exprimons notre solidarité.

Pierre Rousset

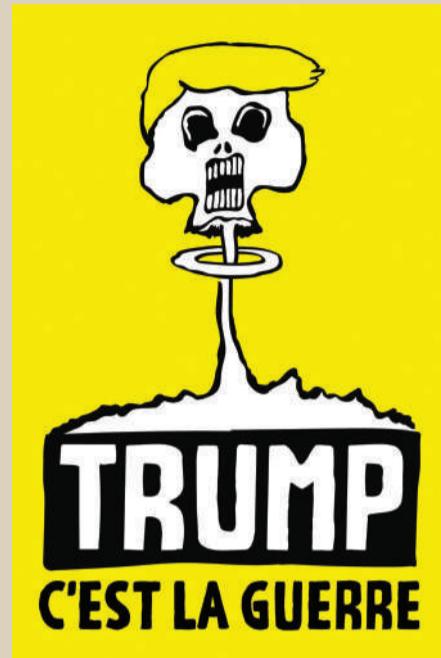
USA Face aux attaques de Trump contre les immigréEs, la résistance s'organise

Donald Trump intensifie ses attaques contre les immigréEs, avec des propos racistes et une avalanche de nouvelles réglementations. Mais la résistance s'amplifie également.

Depuis l'attaque armée perpétrée par un migrant afghan contre deux membres de la Garde nationale à Washington, D.C., le 26 novembre, qui a tué l'un d'eux et gravement blessé l'autre, Trump a considérablement restreint l'immigration, menacé de révoquer le statut des immigréEs légaux et ordonné aux services de l'immigration et des douanes (ICE) d'intensifier les arrestations et les expulsions. Ces mesures, motivées par ses attitudes racistes et sa stratégie politique, bouleversent les politiques historiques d'immigration des États-Unis et la culture politique du pays.

Revirement historique

Trump a déclaré une « pause permanente » sur l'immigration en provenance des « pays du tiers monde ». Il a également ordonné l'arrêt des décisions d'asile et déclaré que chaque demandeur ou demandeuse d'asile serait soumis à un contrôle « aussi approfondi que possible ». Il a également déclaré que toutes les demandes d'asile accordées sous l'ère Biden seront réexaminées. Il a suspendu toutes les demandes d'immigration et les visas pour les Afghans. Il a ordonné un « réexamen complet et rigoureux » de toutes les cartes vertes délivrées à des ressortissants de 19 « pays préoccupants », parmi lesquels l'Afghanistan, Cuba, Haïti, l'Iran et la Somalie. Les cartes vertes sont des documents qui accordent le statut de résident permanent, le droit de vivre et de travailler indéfiniment, et de demander la citoyenneté américaine. Il a également appelé à la « dénaturalisation » (retrait de la citoyenneté américaine) et à l'expulsion rapide des personnes considérées comme présentant un risque pour la sécurité ou « incompatibles avec la civilisation occidentale ». Tout cela freine considérablement l'immigration aux États-Unis et représente non seulement un revirement juridique de la politique américaine en matière



d'immigration, mais aussi une profonde transformation de la culture politique américaine qui, pendant des décennies, a généralement plutôt bien accueilli les immigréEs et considéré l'immigration comme un fondement de la société américaine. Les mots du poème *The New Colossus* de la poétesse Emma Lazarus, inscrits sur la statue de la Liberté — « Donnez-moi vos pauvres, vos exténués, vos masses innombrables aspirant à vivre libres » — ont désormais été effacés par Trump.

Ciblage raciste des SomalienNEs

Dans le même temps, Trump a lancé une tirade raciste contre les immigréEs somalienNEs du Minnesota. Fuyant la guerre civile, les SomalienNEs ont commencé à immigrer dans cette région dans les années 1990 et ils sont aujourd'hui environ 100 000 à y vivre. Trump les a qualifiés de « déchets » qui « n'apportent rien ». Il a spécifiquement mentionné la députée

Ilhan Omar (gauche du parti démocrate), une immigrée somalienne, en la qualifiant de « déchet ». « Je ne veux pas d'eux dans le pays », a-t-il déclaré. L'ICE a alors envoyé 100 agents fédéraux dans la région de Minneapolis-St. Paul pour rassembler et expulser les immigréEs. L'ironie est que 90 % des SomalienNEs qui y vivent sont des citoyenNEs américains de naissance ou naturaliséEs, tandis que des centaines d'autres ont un autre statut légal.

Résistance militante aux raids de l'ICE

Pendant ce temps, Trump continue d'envoyer des agents de l'ICE dans les villes et les États gouvernés par les démocrates : Los Angeles, Chicago, La Nouvelle Orléans, Charlotte et Washington, D.C., et, donc plus récemment, Minneapolis et St. Paul. Lorsque les agents de l'ICE se présentent, des habitantEs s'organisent pour soutenir les immigréEs et résister.

Récemment, à New York, lorsqu'une cinquantaine d'agents de l'ICE sont arrivés dans un parking de Chinatown, des habitantEs ont passé quelques coups de fil et rapidement, 200 personnes sont venues bloquer le bâtiment et les empêcher de partir pour procéder à des arrestations. Los Angeles et Chicago disposent de réseaux locaux bien développés qui organisent la résistance. Matthew Hunter, militant de longue date à Los Angeles, déclare : « Mais nous devons mettre en place des structures de lutte permanentes pour survivre à cela. » Et c'est ce qui se fait. Avec d'autres, il a mis en place un « réseau d'intervention rapide » pour répondre aux raids de l'ICE à Los Angeles. À Chicago, des militantEs ont distribué 120 000 sifflets puissants et stridents, accompagnés d'une brochure expliquant comment les utiliser pour alerter les voisinEs en cas de raid de l'ICE. Trump nous opprime, mais partout, la riposte s'organise.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

SOUDAN Une guerre financée par les puissances régionales

La guerre au Soudan s'inscrit dans un jeu d'alliances de forces régionales aux options politiques divergentes, mais unies par la volonté d'écraser les mouvements populaires porteurs de changements radicaux.

La prise de la ville d'El-Fasher, au Darfour, par les Rapid Support Forces (RSF), avec son cortège d'atrocités contre les civils, met en lumière le fait qu'au Soudan se déroule l'une des plus grandes crises humanitaires au monde, conséquence d'une guerre qui oppose Burhan, chef des Sudanese Armed Forces (SAF), à Hemedti, leader des RSF. Tous deux ont servi la dictature d'Omar Al-Bashir, ont écrasé dans le sang la révolution de 2019 et dévastent le pays pour s'emparer du pouvoir.

Des pétrodollars qui financent la guerre

Les SAF bénéficient du soutien de l'Égypte, de la Turquie et de l'Arabie saoudite, tandis que les RSF sont massivement appuyées par les Émirats arabes unis (EAU). Pourquoi ce pays du

Golfe, pourtant allié à l'Arabie saoudite, soutient-il si fortement les RSF ? Si les deux États pétroliers partagent des objectifs communs — lutte contre l'Iran, opposition au Qatar et à toute forme d'islamisme politique, promotion d'une gouvernance autoritaire censée garantir la stabilité régionale — leurs politiques étrangères divergent. Les EAU ambitionnent de devenir une puissance régionale et s'en donnent les moyens, en faisant de l'Afrique leur terrain de prédilection. Ils contrôlent de nombreux ports du continent, investissent dans les exploitations minières, l'agriculture et la logistique largement utilisée pour les opérations commerciales et militaires. Le Soudan illustre parfaitement la synergie des différentes structures mises en place par l'Émi-

rat, où se nouent trafics d'or, d'armes et de capitaux, avec des conséquences pour d'autres pays. Ainsi, le Tchad a choisi de rompre ses accords militaires avec la France pour s'allier aux EAU en devenant une base logistique de fourniture d'armes pour les RSF, gagnant au passage des centaines de millions de dollars.

Les alliés au détriment de la paix

La difficulté d'aboutir à une paix négociée s'explique en partie par le fait que les soutiens des deux belligérants sont des alliés du camp occidental. Les États-Unis ne peuvent se mettre à dos l'Égypte, qui a joué son rôle de partenaire docile pendant la guerre contre Gaza, pas plus que les EAU, pierre angulaire des accords d'Abraham et considérés comme la principale « victoire »



diplomatique du premier mandat de Trump. Il en va de même pour l'Europe, qui tente timidement de jouer sa partition dans cette crise. Mais que peut dire Paris à Mohammed ben Zayed Al Nahyan, l'émir d'Abou Dhabi, qui a acheté pour 18 milliards de dollars d'avions Rafale ou que peut faire Londres, dont les exportations vers les EAU avoisinent les 15 milliards de livres, sinon organiser des conférences sans lendemain ?

L'autre dimension relève du pur cynisme. Un Soudan en guerre, avec des populations meurtries, reste le moyen le plus sûr d'étouffer toute velléité révolutionnaire susceptible de renverser les dirigeants des RSF et de l'armée soudanaise.

Paul Martial

Culture

ESSAI *Terres et Liberté, manifeste antiraciste pour une écologie de la libération*

Coordonné par Fatima Ouassak, éditions Les Liens qui Libèrent, 2025, 192 pages, 14 €

Ce «manifeste antiraciste pour une écologie de la libération» n'est pas un livre de plus sur l'écologie. C'est un cri collectif, un chant de luttes venu des marges, une boussole pour celles et ceux qui refusent de sauver la planète en oubliant les peuples qu'on a sacrifiés pour la construire.

Premier ouvrage de la collection *Écologies de la libération*, dirigée par Fatima Ouassak aux éditions indépendantes Les Liens qui Libèrent, ce livre rassemble chercheurEs et collectifs militants. À 14 euros, son prix est un geste politique : rendre ces savoirs accessibles, transmettre sans barrières. L'ambition est claire : faire émerger une écologie antiraciste et décoloniale, qui ne sépare plus la défense du vivant de la lutte contre les rapports de domination.

Parmi les contributions, celle du Collectif Vietnam Dioxine, qui lutte pour la reconnaissance des victimes de l'agent orange, frappe par sa puissance politique et sensible. Partir d'un poison répandu sur les terres vietnamiennes pour remonter à la source du monde qui l'a produit : voilà le pari. Le refus persistant d'indemnisation des victimes révèle une vérité brutale : certaines vies valent moins que d'autres. Non par fatalité, mais par construction historique, héritage des conquêtes coloniales, d'un régime moderne fondé sur l'appropriation, la prédatation et la hiérarchisation raciale.

À partir de là s'ouvre une autre question, vertigineuse : comment, depuis le Nord, revendiquer la protection de terres empoisonnées au Sud sans reproduire les logiques coloniales ? Comment aimer une terre quand on est de la diaspora, quand on est perçuEs comme étrangerEs partout ? Le livre refuse les pièges identitaires tendus par l'extrême droite comme par les assignations raciales : ni assimilation forcée à la blanchit, ni fantasme d'une origine «pure».

En réponse, *Terres et liberté* propose une autre manière d'habiter le monde : un rapport rhizomique aux terres et aux luttes. À l'image des mangroves, ces forêts marines aux racines enchevêtrées, les identités se déploient horizontalement, dans la relation, la circulation, le collectif. Ni racine figée, ni sol sacré, mais des ancrages multiples, mouvants, solidaires.

Ce livre nous rappelle une chose essentielle : il n'y aura pas d'écologie sans justice, pas de défense de la Terre sans libération des corps qui l'habitent. Et si l'écologie de la libération avait justement pour tâche de faire ressusciter, dans les terres abîmées comme dans les vies blessées, la promesse d'un autre monde ?

Amel



► Librairie La Brèche

27, rue Taine, Paris 12^e | Métro Daumesnil

contact@la-breche.com

la-breche.com

Vie du NPA l'Anticapitaliste

SOUSCRIPTION 2025 Un nouveau lieu militant en construction

Après l'achat de notre bâtiment historique en 2024, nous faisons cette année appel à votre solidarité financière pour effectuer les travaux qui permettront d'y créer un nouveau lieu militant au service des luttes. Notre projet d'un local unique et multi-fonctions est à portée de main. En rénovant le rez-de-chaussée du bâtiment, nous pourrons accueillir notre librairie La Brèche et la coupler à une salle d'environ 100 places avec un bar. Il sera alors possible d'organiser toutes sortes d'événements pour le NPA ou d'autres organisations. Comment ce projet s'est-il développé ? Quand devrait-il se conclure ? Combien va-t-il coûter ?

En 2023, un groupe de travail dédié au projet d'achat et de rénovation a été formé au sein du NPA. Fin 2024, nous avons mandaté un bureau d'études afin de procéder à une étude de faisabilité et un chiffrage concernant la rénovation de l'ensemble du bâtiment. De ce travail préalable, forcément trop ambitieux sur l'instant mais ayant un caractère programmatique, une évidence est ressortie : la rénovation du seul rez-de-chaussée s'imposait chronologiquement. D'autres travaux comme la rénovation

du 1^{er} étage, le remplacement de la verrière ou la réfection de la façade devront attendre. Nous avons ensuite mandaté ce même bureau ainsi qu'un architecte pour former un groupement de maîtrise d'œuvre et lancer les études à partir de l'été 2025. S'ensuivront alors plusieurs étapes très réglementées qui permettent, au fil des échanges avec le groupe de travail interne au NPA, de préciser les besoins et de les ajuster aux moyens financiers. En l'occurrence, l'enveloppe globale devrait s'élever à 400 000 €.

Nous sommes aujourd'hui dans la dernière phase d'études puisque l'appel d'offres aux entreprises devrait être achevé entre janvier et mars 2026. Dans l'hypothèse d'une réponse rapide

d'entreprises intéressées par le chantier, les travaux proprement dits devraient commencer au printemps 2026 et durer jusqu'à la fin de l'été. C'est ainsi qu'une inauguration des lieux est envisageable en octobre ou novembre 2026.

Ce nouveau lieu militant ne servira pas qu'au NPA. Nous avons besoin d'un lieu de rencontre et de résistance. Notre souscription 2025 est inséparable de la précédente. Nous avons besoin de votre soutien pour aller au bout de notre projet. Faites un don !

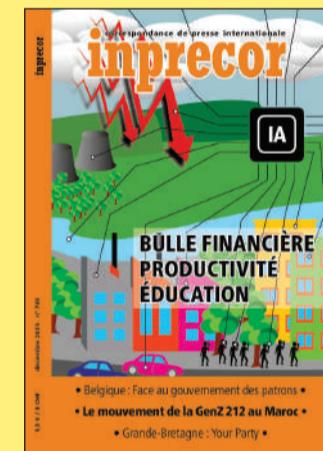


DON.NPA-LANTICAPITALISTE.ORG

4^e INTERNATIONALE Inprecor n°739 - décembre 2025

Revue sous la responsabilité du Bureau exécutif de la 4^e Internationale

Le numéro de décembre d'*Inprecor* s'ouvre sur la victoire de Zohran Mamdani à l'élection municipale de New York et les perspectives socialistes dans ce contexte. Nous étudions ensuite les enjeux du mouvement de la GenZ 212 au Maroc, ainsi que le mouvement social en cours en Belgique. Concernant l'Europe, nous abordons également la création de Your Party, ses dynamiques et ses limites. Notre dossier sur l'intelligence artificielle est composé de trois



articles : un article général sur les relations entre l'IA et notre projet écosocialiste, une réflexion sur l'utilisation de l'IA dans l'enseignement supérieur et une analyse économique de la bulle de l'IA.

Dans le cadre de nos textes sur le *Manifeste écosocialiste de la 4^e Internationale*, nous publions les contributions d'Arno Münster et de Sabrina Fernandes.

Enfin, nous présentons le livre de Zbigniew Kowalewski, *Révolutions ukrainiennes 1917-1919 & 2014*.

Culture

CINÉMA *Girls for Tomorrow, de Nora Philippe*

Film documentaire, 1h38 min, en salle depuis le 10 décembre 2025



elle la même à 20 ans qu'à la trentaine, et comment concilier le militantisme avec l'entrée dans la vie professionnelle, avec les choix familiaux ou conjugaux ? Comment, surtout, ne pas se démobiliser dans un pays qui verra deux fois élu en dix ans un président fasciste et où les droits — des minorités de genre et des personnes racisées en particulier — sont plus que jamais attaqués ?

Au fil de ce documentaire, la réalisatrice partage également ses propres questionnements et espoirs pour sa fille, dont les dix premières années de vie viennent en résonance avec les témoignages des quatre protagonistes. Parce qu'élever une fille, c'est aussi devoir lui apprendre la résistance et lui permettre d'avoir accès à des modèles forts et inspirants. Lui apprendre que nos droits ne seront jamais pleinement acquis, comme en témoigne, dans ces images, l'annulation de l'arrêt Roe v. Wade, dont la violence sidérante autant qu'elle révolte. Ces jeunes femmes font d'excellentes

sources d'inspiration, tant elles prouvent que l'on peut rester fidèle à ses convictions, à son histoire, et en faire de véritables forces alors même qu'elles font leur chemin dans un pays où, de par leur genre, leur couleur de peau ou leur orientation sexuelle, elles sont les premières victimes de politiques de plus en plus mortifères.

Alors que *Girls for Tomorrow* s'achève sur la deuxième victoire de Trump, Nora Philippe fait la promesse à Evy, Lila, Anta et Talia de suivre leurs parcours jusqu'en 2045. Rendez-vous dans vingt ans, donc !

Cyrielle L. A.

À lire sur le site

Fachosphère vs Fachorama, par Diego Moustaki
Le jeu satirique *Fachorama*, aux éditions Libertalia, réalisé avec La Horde, est attaqué après une carte dénonçant le racisme dans la BAC. Le ministre de l'Intérieur a déposé plainte, illustrant un durcissement répressif contre la satire antifasciste et la critique de la police. Libertalia dénonce une manœuvre politique de soutien à la base policière, tandis que les médias d'extrême droite ont amplifié l'affaire. Solidarité totale avec Libertalia et La Horde !

Trump à l'assaut des Caraïbes

Entretien avec Yolety Bracho, enseignante-chercheuse et spécialiste du Venezuela, et Franck Gaudichaud, de la commission internationale du NPA.

Quelles sont les raisons des changements récents dans la géopolitique des Caraïbes ?

Depuis l'arrivée de Trump au pouvoir, on observe un changement géopolitique dans les Caraïbes : renforcement massif de la flotte militaire, bombardements de bateaux présents comme transportant de la drogue vers les États-Unis, déploiement record de soldats et d'armements – porte-avions, sous-marins nucléaires, destroyers, soit peut-être 14 000 soldats. Il n'y a jamais eu autant de militaires dans l'espace caribéen depuis l'invasion du Panama contre Noriega ou l'intervention en Haïti dans les années 1990.

Cela fait partie de la politique impérialiste de Trump, mais constitue un saut qualitatif. L'Amérique latine a toujours été considérée comme l'arrière-cour des États-Unis depuis la fin du 19^e siècle, mais l'entourage de Trump – dont Marco Rubio, très virulent – cherche à reprendre le contrôle de l'espace latino-américain au nom d'une « sécurité hémisphérique ». Ce sont des continuités observables sous Obama ou Biden, mais Trump 2 franchit une nouvelle étape, mettant une pression maximale sur Maduro, menaçant l'ensemble de la mer des Caraïbes et la Colombie, et visant aussi les ressources naturelles.

Cet activisme militaire s'inscrit dans une concurrence inter-impériale. L'impérialisme étatsunien est en déclin, même s'il reste dominant. Certains parlent d'une « domination sans hégémonie » où la force brute est mise au premier plan par l'administration Trump. Depuis les années 2000, la Chine a pris une place considérable en Amérique latine : premier partenaire commercial de l'Amérique du Sud, deuxième du Mexique. L'amiral du Commandement Sud américain affirmait qu'il fallait opposer à la présence chinoise une présence militaire renforcée. La « stratégie MAGA impériale » décrite par John Bellamy Foster est contradictoire : base sociale protectionniste hostile à des déploiements militaires, mais bourgeoisie américaine exigeant le contrôle de son arrière-cour.

Est-ce que Trump essaie de renverser le régime vénézuélien ?

Ces pressions militaires visent très clairement le Venezuela. Depuis l'arrivée de Chavez, les tensions entre les États-Unis et le Venezuela sont structurelles, liées à l'émergence d'un gouvernement qui se présentait comme de gauche, révolutionnaire, et qui a proposé au continent une alternative au leadership américain. La confrontation a été immédiate : éviction de Chavez, puis coup d'État de 2002 ouvertement soutenu par Washington, et soutien constant à l'opposition



traditionnelle, parfois via la voie électoral, parfois engagée dans des tentatives de renversement extra-institutionnel.

Après le décès de Chavez, Maduro accède au pouvoir en 2013 et la pression américaine s'intensifie : sanctions contre des proches du régime, sanctions contre l'entreprise pétrolière nationale, puis sanctions interdisant à l'État d'acquérir de la dette, aggravant une crise économique déjà présente. La crise n'est pas seulement due aux sanctions : elle découle aussi des choix économiques du chavisme au pouvoir, mais les sanctions la rendent beaucoup plus dure.

Durant cette phase s'opère un tournant autoritaire du gouvernement Maduro, marqué par une rupture avec les valeurs démocratiques initialement mises en avant par la révolution bolivarienne, ainsi que par une répression accrue contre la population, contre des opposants, et très spécifiquement contre des forces de gauche. Cet autoritarisme réel est utilisé par les États-Unis pour se présenter comme défenseurs de la démocratie : soutien à l'opposante Maria Corina Machado – prix Nobel de la paix – et adoption d'un discours de « lutte contre le narcoterrorisme ». Selon ce récit, le gouvernement Maduro enverrait délibérément drogues et migrants pour déstabiliser les États-Unis. Bien entendu, les États-Unis n'ont jamais eu pour objectif le bien-être des populations latino-américaines : ce n'est pas en tuant plus de 80 personnes en mer des Caraïbes qu'on construit une quête démocratique.

Trump souffle souvent le chaud et le froid : discussions ponctuelles avec Maduro, menaces d'interventions, pressions maximales, évocation d'actions de la CIA, sans intervention terrestre directe. La présence du porte-avions Ford marque toutefois une escalade militaire claire. Les frappes ne concernent pas seulement le Venezuela : des attaques en mer Pacifique ont visé des bateaux colombiens, et des personnes arrêtées étaient originaires d'Équateur, ce qui montre l'élargissement de la pression à l'ensemble de la région. Il existe aussi un volet interne, notamment dans les communautés latino-américaines étatsuniennes hostiles à Maduro, qui constitue une base électorale mobilisable, particulièrement par Marco Rubio.

Trump vise-t-il uniquement le régime vénézuélien ou s'agit-il d'un projet plus général pour la région ?

Trump soutient également les forces d'extrême droite latino-américaines : soutien à Milei en

Argentine avec menaces sur les relations bilatérales, pressions sur le Brésil après l'emprisonnement de Bolsonaro, félicitations immédiates après le basculement de la Bolivie à droite, et possible dynamique similaire au Chili. Cette offensive impérialiste ne reproduit pas mécaniquement les politiques des années 1970, même si certains auteurs parlent d'une « nouvelle guerre froide ». Le contexte est plus complexe, mêlant pressions externes et négociations discrètes. L'exemple est parlant : alors que les États-Unis demandent d'éviter l'espace aérien vénézuélien en raison d'activités militaires, un vol arrive depuis les États-Unis avec douze expulsés, montrant l'existence d'accords bilatéraux. Derrière une rupture diplomatique affichée, continuent des concessions pétrolières et des échanges de prisonniers.

Quelle est la réponse de Maduro face à la situation ?

Face aux premières frappes, la première réaction du gouvernement Maduro a été de nier les faits, affirmant que les images étaient produites par intelligence artificielle. Cela a laissé sans recours les familles des personnes exécutées, incapables de demander justice ni au gouvernement Maduro ni à celui des États-Unis. Ensuite, Maduro affiche une posture de force et mobilise la population, tout en cherchant des espaces de négociation diplomatique, en invoquant la paix et en présentant Trump comme un possible interlocuteur. Le gouvernement Maduro est conscient qu'il n'est absolument pas en capacité d'affronter militairement la plus grande puissance militaire du monde. Cette tension lui sert aussi en interne à resserrer les rangs, neutraliser les dissidences et réprimer les gauches critiques.

Du côté régional, une position importante est celle du gouvernement Petro en Colombie : dénonciation explicite de la présence militaire étatsunienne, refus de

soutenir Maduro, appel à une solution négociée, et opposition à toute intervention militaire, car la Colombie est elle aussi menacée et accusée de narco-État. La question est celle d'une solidarité régionale entre mouvements populaires et gouvernements progressistes – qui n'existe pas aujourd'hui.

Quel type de solidarité faut-il alors construire ?

Pour nous, ici, il s'agit d'abord d'une solidarité anti-impérialiste claire, qui dénonce la stratégie de Trump dans la mer des Caraïbes et cette nouvelle agression impérialiste. Pour le NPA, cela implique de réfléchir à une stratégie unitaire en France, car la situation risque de continuer à s'aggraver dans les prochaines semaines. En même temps, notre solidarité n'est pas un alignement avec le régime Maduro, qui est clairement autoritaire. Au sein de la gauche européenne et française, il existe parfois une vision très simplifiée où l'anti-impérialisme signifierait s'aligner derrière n'importe quel gouvernement dès lors qu'il est ciblé par Washington. Ce n'est absolument pas notre perspective. Notre solidarité doit être avec les peuples, les mouvements sociaux, les forces progressistes autonomes, et non avec les régimes autoritaires.

Les visions binaires de la situation empêchent de voir les luttes internes au Venezuela. Les gauches révolutionnaires vénézuéliennes, parfois issues du chavisme, dénoncent l'autoritarisme de Maduro et deviennent une cible : disparitions, arrestations, accusations de terrorisme ou d'incitation à la haine. Cela touche aussi journalistes, chercheurs en sciences sociales, militantEs écologistes. Comprendre ces luttes suppose de dépasser une vision binaire où l'anti-impérialisme de façade du gouvernement justifierait automatiquement un soutien.

Pour comprendre cela, et pour faire ces liens-là, il faut dépasser une vision binaire : celle qui voudrait que le discours anti-impérialiste de Maduro – dénoncé comme un discours de façade par les gauches vénézuéliennes – justifierait automatiquement une solidarité avec son gouvernement. C'est justement en complexifiant le regard que l'on peut voir la réalité telle qu'elle est.

Propos recueillis par Martin Noda, synthèse proposée par la rédaction

Entretien vidéo à regarder en intégralité (27 mn) sur notre chaîne YouTube : <https://youtu.be/atZBDPeAmE>

L'image de la semaine



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

- lanticapitaliste.org
- NPALanticapitaliste
- L_anticapitaliste
- Lanticapitalist1
- anticapitaliste.presse
- lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !



Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**Et chaque mois,
l'Anticapitaliste
la revue**

Le n°170 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : l'Anticapitaliste, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?
Il arrive trop tard dans ta boîte ?
Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org

